

	1896.	1908-9.
Agriculture — Quarantaine..	\$ 505,000	\$ 1,613,000
Travaux publics..	1,299,000	18,794,000
Marine et Pêcheries..	1,074,000	5,585,000
Milice..	1,136,000	6,749,000
Crédits postaux..	531,000	1,740,000
Immigration..	120,000	1,020,000

Totaux.. .. \$4,468,000 \$35,551,000  
Soit environ 800 pour 100 d'augmentation.

Ces ministères en particulier ont donc dépensé, en 1896, la somme de \$4,468,000 contre \$35,551,000 en 1908-09—ce qui accuse une augmentation de 800 pour cent durant une courte période de douze mois. Seulement, j'en appelle à tous ceux qui se prétendent impartiaux, et je leur demande si l'augmentation de la population du Canada, qui n'a pas été durant ces douze mois, de plus de 25 pour cent, justifie le Gouvernement d'avoir augmenté les dépenses de 800 pour cent comme je viens de le dire. La comparaison peut être faite autrement, et de la manière suivante: Pendant les douze années écoulées depuis l'accession de mes honorables amis au pouvoir, le revenu public perçu par le Gouvernement s'est élevé à \$742,000,000, tandis que durant la période correspondante qui précéda l'accession au pouvoir des gouvernants actuels, le revenu perçu par les prédécesseurs de ceux-ci s'est élevé à \$438,000,000. C'est donc \$304,000,000 que les gouvernants actuels ont perçu de plus. Puis, en dépit du fait que l'administration libérale a perçu \$304,000,000 de plus que l'administration qui la précéda durant une période correspondante, c'est-à-dire, durant les douze dernières années précédentes, la dette publique s'est accrue de près de \$50,000,000, et c'est tout probable que cette dette atteindra bientôt au moins \$450,000,000, et cela en dépit du fait que, durant cette période, les emprunts ont baissé de \$80,000,000. Ainsi, avec une recette excédant de \$304,000,000 celle de l'administration précédente, le gouvernement actuel n'a pas réduit d'un seul dollar la dette publique, mais il l'a, au contraire, augmentée comme je viens de le faire voir. Il n'est donc pas surprenant que le Gouvernement fasse, aujourd'hui, allusion à la dépression financière, et je n'ai aucun doute que cette dépression qui a été clairement signalée dans l'adresse, servira, pendant quelque temps encore au Gouvernement pour expliquer pourquoi les finances fédérales se trouvent actuellement embarrassées.

Il n'est donc pas hors de propos de signaler ce que j'appellerai les extravagances commises par mes honorables amis en administrant les affaires publiques. Notre position, ici, ressemble à celle d'hommes d'affaires. Les intérêts financiers du pays me concernent comme ils concernent mes honorables amis de la droite. Nos intérêts sont identiques, et tout homme public en Canada et même tout autre citoyen en dehors de la vie publique doivent, par patriotisme, insister pour que tous les deniers publics soient économiquement dépensés, de même que tout particulier doit dépenser avec prudence ses propres deniers. Si je passe maintenant à deux ou trois autres articles de l'adresse, je me trouve également en présence de dépenses excessives projetées par certains autres ministères. L'un de ces articles annonce ce que le Gouvernement a l'intention de faire relativement à l'achat de plusieurs embranchements se reliant au chemin de fer intercolonial. Ce paragraphe est ainsi conçu:

Conformément à un avis donné durant la session finale du dernier Parlement, une commission a été nommée pour examiner les différentes voies ferrées en correspondance avec l'Intercolonial, et qui pourraient devenir de précieux tributaires de cette ligne. Le rapport de cette commission a été reçu par le Gouvernement et vous sera remis.

Un ancien proverbe dit que "les Dieux commencent par rendre aveugles ceux qu'ils veulent perdre". Il me semble que, si le Gouvernement actuel voulait annihiler l'utilité du chemin de fer intercolonial, il pourrait difficilement trouver un moyen plus efficace de produire ce résultat que ne l'est la politique qu'il veut adopter aujourd'hui. Son intention d'acquérir les nouvelles voies ferrées en question tend à ce résultat. Depuis l'accession au pouvoir de mes honorables amis, le déficit budgétaire, jusqu'à l'exercice de 1906, s'est élevé en chiffres ronds à la somme de \$3,000,000, et le compte du capital s'est accru de \$23,500,000. Mais en étudiant ces chiffres nous arrivons inévitablement à la conclusion que le déficit a été beaucoup plus que les \$3,000,000 représentés dans les livres bleus.

Mes honorables amis se rappellent la discussion intéressante qui eut lieu, il y a quelques années, non seulement dans le parlement, mais aussi dans la presse, sur la méthode adoptée de porter au compte du